

## **Le SICTAME vous informe**

# **La fin programmée du CIE ?**

### **Aujourd'hui, le CIE ne peut plus fonctionner !!!**

Depuis le 31 Décembre 2003, la Direction considère que le CIE n'existe plus et a, en conséquence, bloqué ses moyens de fonctionnement !

Elle voudrait imposer une nouvelle structure au 28 Avril 2004. Celle-ci devrait être discutée au cours de "chantiers" à ouvrir et à conclure dans ce court laps de temps.

Or, les élus des trois CE (Paris, Pau et Lacq) à l'unanimité et **toutes les Organisations Syndicales** se sont prononcés en Septembre 2003 pour la continuation, **via le CIE**, des activités communes élargies à l'ensemble des salariés de l'UES Amont TOTAL et TE&PF : Maisons Familiales, Colonies de vacances, Voyages des 17 ans, Séjours linguistiques, Prévoyance Lourde, Caisse de Secours, ... Ceci s'est d'ailleurs traduit par la signature conjointe des trois secrétaires de CE, mandatés à **l'unanimité des élus**, d'un avenant sur la reconduction du CIE transmis à la Direction le 19 novembre 2003.

Au vu de l'évolution des structures juridiques et des populations couvertes par les trois CE adhérents actuellement au CIE, il s'avère nécessaire d'envisager certaines adaptations.

Jusqu'au 23 Janvier 2004, toutes les Organisations Syndicales étaient d'accord pour participer à une réflexion sous forme de chantiers **à condition que cela ne remette pas en cause, a priori et unilatéralement, l'existence et le fonctionnement du CIE**, pour le remplacer par une structure aujourd'hui non définie dont nous ne connaissons ni les moyens, ni les objectifs, ni le périmètre.

Bien évidemment, cette réflexion ne peut se faire sous la menace d'une liquidation précipitée du CIE.

Or, aujourd'hui, la Direction propose à la signature un prétendu « accord » qui condamne a priori le CIE à très court terme : fin avril 2004...

**Il serait très dommage que certains se précipitent pour signer un tel « accord » de mise à mort du CIE !!**

**Le SICTAME, véritable "cheville ouvrière" du processus de reconduction du CIE, dans le respect des engagements pris par tous les syndicats et tous les élus depuis Septembre 2003, ne signera pas cet « accord » en l'état.**

**Nous demandons à la Direction de respecter la volonté déjà exprimée des élus et des syndicats et de rétablir, sans délai, la plénitude de ses moyens au CIE.**